

Theresa May sera là, Angela Merkel pas

Les présidents des institutions de l'Union et tous les chefs d'Etat et de gouvernement seront présents ce vendredi à Göteborg, à l'exception notable de la chancelière allemande Angela Merkel. La chrétienne-démocrate est retenue à Berlin, où se déroulent les négociations pour la formation de la coalition gouvernementale.

En revanche, la Première ministre britannique Theresa May a fait le déplacement. Et elle sera, du moins en principe, liée par l'engagement de respecter le socle des droits sociaux qui sera pris par les présidents des institutions, au nom des Vingt-huit... M<sup>me</sup> May doit s'attendre à ce que le président du Conseil européen, Donald Tusk, insiste pour que Londres transmette sans délai aux négociateurs européens sa proposition pour régler la question des engagements financiers britanniques envers l'UE.

L'Europe sociale, c'est maintenant ou jamais

Eclairage Olivier le Bussy  
Envoyé spécial à Göteborg

La dernière fois que les dirigeants européens avaient consacré l'essentiel de leur discussion aux questions sociales remonte à 1997. C'est dire le caractère exceptionnel du sommet européen "social", organisé ce vendredi à Göteborg, en Suède. Reste à voir s'il ne sera qu'une grand-messe au cours de laquelle seront prononcés des vœux pieux, ou s'il marquera un tournant pour l'Europe sociale qui reste le parent pauvre de l'intégration européenne. "C'est un moment important. Cela montre la volonté de la Commission européenne de remettre au centre du débat les enjeux sociaux du projet européen", considère Sofia Fernandes, chercheuse spécialisée dans les questions sociales à l'Institut Jacques Delors, à Paris. "Il y a eu une dynamique enclenchée par une consultation publique pendant un an, la proposition de la Commission sur le socle des droits sociaux est sur la table depuis avril, elle va être adoptée par les dirigeants européens. Malgré les divergences entre les pays, on voit qu'il est possible d'avancer ensemble sur certaines questions", poursuit Sofia Fernandes. Bart Vanhercke, directeur de l'Observatoire social européen à Bruxelles, partage cet avis. "Le fait que les Vingt-huit se réunissent pour parler des questions sociales est extrêmement significatif. Ils remettent à l'agenda des choses qui n'y étaient plus depuis longtemps. Le socle européen des droits sociaux est le plat de résistance. Il va donner pas mal de légitimité à la prochaine Commission pour proposer un agenda législatif." Pour le Premier ministre belge Charles Michel, le sommet de Göteborg doit être "une première occasion d'avoir un échange sur la manière dont les différents pays envisagent l'ambition sociale de l'Union européenne".

L'Europe sociale, parent pauvre de l'intégration

Il est souvent reproché à l'Europe, non sans raison, d'être timide dans le domaine des politiques sociales. "L'ordre de priorité de l'intégration européenne, cela a toujours été 1) l'économie, 2) l'emploi, 3) et loin derrière, la protection sociale et la lutte contre la pauvreté", reconnaît Bart Vanhercke. "Mais on parle de l'Europe sociale depuis les débuts du projet européen." On ne peut d'ailleurs pas prétendre que rien n'a été fait. Ont été mis en place un Fonds social européen, un Fonds

d'ajustement à la mondialisation, une coordination des systèmes de Sécurité sociale... L'Union a adopté une batterie de directives concernant l'emploi et le social, sur l'égalité homme-femme, la non-discrimination, la santé et la sécurité au travail, la garantie jeunes. "Il existe déjà des initiatives importantes mais les citoyens ne les voient pas. Ce qu'ils constatent en premier lieu, ce sont les contraintes budgétaires, et que quand les Etats doivent réduire leurs dépenses publiques, ils le font notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé, surtout dans les pays qui ont été sous programme d'ajustement. Ce n'est pas cohérent. Il faut un changement de direction en Europe", estime Sofia Fernandes.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a posé le même constat. A l'entame de son mandat, à l'automne 2014, il a fait part de sa volonté de faire en sorte que l'Union puisse être notée d'un "triple A social". La proclamation solennelle du socle européen des droits sociaux par les Vingt-huit, aujourd'hui, est un pas dans ce sens. "Cela doit servir à montrer l'intention de rééquilibrer les dimensions économiques et sociales du projet européen", avance Sofia Fernandes. "C'est le logiciel européen qui doit changer. Pourquoi, par exemple, considère-t-on que tout doit se régler dans la zone euro au niveau des ministres des Finances ?"

Le texte ne sera cependant pas juridiquement contraignant. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'est que symbolique. "Comme l'a souligné Allan Larsson, le conseiller spécial de Juncker sur le socle des droits sociaux, le texte sera politiquement contraignant", souligne Bart Vanhercke.

Poussés à agir

Les dirigeants européens sont, à vrai dire, poussés dans le dos par la montée des partis populistes, mais aussi par la globalisation et la transformation de l'économie. Même si personne ne se réjouit du Brexit, la prochaine sortie du Royaume-Uni peut permettre d'aborder plus franchement la question sociale, sujet sur lequel les Britanniques ont toujours fait de la résistance, permettant à d'autres Etats de se

cache derrière eux pour ne pas avancer.

Les leaders de l'Union sont donc condamnés à ne pas décevoir. "Ce socle des droits sociaux est un point de départ, qui doit se traduire dans la législation européenne, les priorités budgétaires de la Commission et surtout, en réalisations concrètes pour les citoyens. Après, il faut que les Etats suivent. Et l'on a vu que les négociations au Conseil sur des législations sociales pouvaient s'éterniser pendant des années, jusqu'à être abandonnées, comme ça a été le cas pour la révision de la directive sur le congé de maternité", épingle Sofia Fernandes. "Or, ajoute-t-elle, c'est dans l'intérêt de tous que l'on améliore les conditions de vie et de travail des citoyens. Si l'on n'arrive pas à avoir une convergence sociale, tout le monde en subira les conséquences."

"Je pense qu'on ira plus loin que les déclarations d'intention. Le socle contient des initiatives qui ouvrent une perspective législative", note Bart Vanhercke. "Sur la conciliation vie professionnelle-privée, la Commission a été assez ambitieuse. De même sur le droit à la protection sociale pour tous : ce serait vraiment la première directive qui propose une harmonisation en matière de droits de la Sécurité sociale, pour les indépendants et les métiers atypiques."

Un point de départ

Le chantier est ouvert; il est immense, et touche à d'autres aspects de l'intégration européenne. En l'absence de convergence fiscale, l'Europe sociale sera pénalisée.

"Comment expliquer qu'on veut une Europe plus sociale, et que chaque Etat membre baisse son taux d'imposition des sociétés pour attirer les investisseurs sur son territoire ? A cela s'ajoute le défi du financement des Etats, avec le vieillissement de la population", fait observer Sofia Fernandes.

"Le socle européen des droits sociaux ne suffira pas. Il faudra, à un moment donné, oser reparler d'un système d'assurance chômage commun et de salaire minimum au niveau de la zone euro", ajoute Bart Vanhercke. Qui prévient : "Si l'UE n'est pas capable de montrer qu'elle se préoccupe des citoyens, de leurs problèmes, je crains vraiment très fort que les sentiments antieuropéens ne deviennent ingérables."

Union européenne

■ Les leaders européens sont réunis à Göteborg, en Suède, pour un sommet consacré à l'Europe sociale, une première depuis vingt ans.

■ Ils y adopteront le socle européen des droits sociaux.

■ L'Europe devra assurer que les intentions seront suivies d'actions.



Le droit de toute personne d'accéder, à des prix abordables et dans un délai raisonnable, à des soins de santé de qualité, est un des vingt principes du socle européen des droits sociaux.

Propos recueillis par Olivier le Bussy  
à Göteborg

Sans doute Marianne Thyssen sera-t-elle habitée par le sentiment du devoir accompli lors de la proclamation officielle du socle européen des droits sociaux par les présidents de la Commission, du Parlement européen et du Conseil de l'UE, ce vendredi à Göteborg. Nommée commissaire chargée des Affaires sociales et de l'Emploi par le président Juncker, c'est en effet la Belge qui a porté le projet pendant plus de deux ans. Ce vendredi, "nous enverrons le signal important que l'avenir de l'Europe est aussi social", a-t-elle déclaré jeudi à la presse belge, en marge d'un séminaire, à l'université de Göteborg.

Les Etats membres de l'Union ont souvent fait preuve de réticences au moment d'aborder les questions sociales. Aussi Marianne Thyssen se félicite-t-elle que tous les Etats membres, "sans exception", se soient engagés à souscrire au socle des droits sociaux. "Cela envoie un signal d'unité européenne, cela montre que les divisions peuvent être surmontées et que l'on peut trouver un accord sur les valeurs et les principes sociaux de base", insiste l'ancienne présidente du CD&V.

Pour Marianne Thyssen, le sommet de Göteborg ne doit cependant pas être vu comme un aboutissement, mais comme

"Le modèle social européen est un succès, il fait partie de la culture et de l'histoire européennes, et nous devons le poursuivre."



Marianne Thyssen  
Commissaire européenne chargée des Affaires sociales, de l'Emploi, des Compétences et de la Mobilité professionnelles

un "moment de mobilisation" : "Le modèle social européen est un succès, il fait partie de la culture et de l'histoire européennes, et nous devons le poursuivre."

Le socle reprend vingt principes, classés dans trois différents chapitres : l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, les conditions de travail équitables et la protection et l'insertion sociales (prestations de chômage, soins de santé, revenu minimum, logement, accès aux services essentiels).

Flexibilité et protection sociale

Pour ancrer le socle des droits sociaux dans les politiques européennes, mais aussi nationales, la Commission usera de trois instruments. Les politiques de coordination, les fonds européens "autant que possible", et le législatif: l'exécutif européen a déjà déposé une proposition de directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et familiale. Elle a consulté les partenaires sociaux sur une directive qui clarifie la façon dont l'employeur communique ses droits et devoirs à l'employé. Dans le tuyau, on trouve aussi un projet de texte ambitieux visant à assurer les indépendants et les travailleurs qui exercent de nouveaux métiers atypiques, comme, par exemple, les chauffeurs Uber. La Commission, précise Marianne Thyssen "n'a pas l'intention de bloquer ces nouvel-

les formes de travail", mais veut adapter les systèmes de protection sociale aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour elle, "la flexibilité peut créer des emplois, insuffler une dynamique et rendre le marché plus compétitif, mais il ne faut pas que les flexijobs soient synonymes d'emplois précaires."

Quand bien même les Etats membres vont s'engager à le respecter, le socle des droits sociaux ne sera pas juridiquement contraignant. "Nous continuons à respecter le principe de subsidiarité. Et nous ne voulons pas non plus d'une uniformisation. Les Etats membres ont leurs compétences, des différences entre systèmes sociaux peuvent subsister. Chaque Etat membre s'organise comme il l'entend, mais chacun doit prendre ses responsabilités", souligne Marianne Thyssen.

La Commission, pour sa part, entend, utiliser le semestre européen (le système de coordination des politiques économiques des Etats membres) comme outil d'analyse. "Les principes du socle et le tableau des indicateurs sociaux serviront de base pour voir comment évolue la situation en Europe, où se situent les Etats membres et piliers, les social score-board seront utilisés comme base pour voir comment va l'Europe, où se situent les Etats membres, et pour faire des recommandations spécifiques pays par pays pour les cas qui demandent une attention particulière."